



Logement et main d'œuvre : les élus.es du Québec doivent se mobiliser !

Madame la Mairesse, Monsieur le Maire,

Au nom de l'ensemble des membres du G15+, permettez-nous d'abord de vous féliciter pour votre élection ou réélection du 6 et 7 novembre dernier. Nous tenons à vous offrir notre entière collaboration afin de faciliter l'atteinte des objectifs qui incombent aux responsabilités d'élus municipaux.

Le G15+ est composé de leaders économiques, syndicaux, sociaux et environnementaux du Québec qui, en cette période de crise sanitaire, climatique et sociale, se mobilisent depuis le début de la pandémie pour mettre en lumière des propositions de nature à rendre le Québec plus prospère, plus solidaire, plus vert et plus résilient.

Le 6 octobre, le G15+ a animé un atelier-conférence lors de la *Journée sur le développement du logement communautaire et social*, orchestrée par l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ). À ce chapitre, des leaders variés de la société civile, à savoir Denis Bolduc, secrétaire général de la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ), Lyne Choquette, directrice générale de Développement Chibougamau, Denis Hamel, vice-président – Politiques de développement de la main-d'œuvre au Conseil du patronat du Québec (CPQ), Marie-Christine Leblanc, agent de développement territorial de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine et Gabrielle Leblanc, directrice générale de Maison mère Baie-Saint-Paul, ont mis en commun des constats et présenté des solutions dans le développement de leur communauté.

L'événement avait comme objectif d'établir un portrait des problématiques de l'accès au logement et de la pénurie de main-d'œuvre, deux défis qui seront importants durant votre mandat et qui touchent fondamentalement tous les citoyens et citoyennes québécois. Surtout, cet échange a permis de mettre en commun des idées pour soutenir les entreprises, les travailleuses et les travailleurs ainsi que leurs communautés qui y font face.

Les villes et les villages du Québec sont aux premières loges pour constater les effets importants de deux phénomènes qui freinent le développement de nos régions. L'absence de logement disponible a un impact direct sur l'embauche des entreprises, car celles-ci ne parviennent pas à recruter suffisamment à cause du manque de logement pour les nouveaux travailleurs.

Selon un sondage Léger paru en octobre 2021 au sujet des préoccupations citoyennes, l'accès à un logement convenable arrive en tête du classement avec 31% des personnes répondantes qui expriment des inquiétudes sur le sujet. En 2021, cet enjeu ne touche plus uniquement des personnes désavantagées économiquement, mais la « classe moyenne » de notre société, et par transversalité, des travailleurs et des employeurs.

Les données de la Société d'hypothèque et de logement (SCHL) sont tout aussi inquiétantes car elles montrent que le taux d'inoccupation des logements a significativement diminué de 2,3% à 1,8% entre 2018 et 2019. Cet autre indicateur est un appel à la mobilisation.

Nos gouvernements de proximité ont un rôle à jouer

Pour traiter ces enjeux chers aux yeux des Québécoises et des Québécois, les villes et les villages doivent utiliser tous les moyens en leur possession pour mettre en place des solutions concrètes et structurantes. Les municipalités représentent en effet le palier décisionnel le mieux placé pour connaître les besoins de logement de leurs communautés et les solutions les plus adaptées à leur contexte.

Les modèles de réponses gagnantes existent déjà pour s'attaquer rapidement à ces problèmes. Trois modèles mis en place dans les régions de Chibougamau, Baie-Saint-Paul et les Îles-de-la-Madeleine, où les taux d'inoccupation et le manque important de main-d'œuvre s'additionnent, démontrent que les municipalités font partie de la solution.

Tant au niveau financier que sur le plan de la sensibilisation et de la concertation, voici des mesures concrètes que le G15+ vous invite à considérer :

- En matière de **financement**, les municipalités peuvent développer un programme de soutien en partenariat avec le gouvernement du Québec afin d'augmenter l'offre de logements locatifs, sociaux et en copropriété spécifiquement en région ;
- En matière de **sensibilisation**, les municipalités peuvent utiliser ces outils financiers qui sont de puissants leviers de mobilisation auprès du gouvernement du Québec, lui-même se devant de conjuguer ses efforts aux vôtres pour dégager des synergies.
- En matière de **concertation**, les municipalités peuvent également créer des espaces de discussion, locaux et régionaux, en matière de logement et de main d'œuvre afin que ce nouvel écosystème soit ancré dans les communautés ;

En conclusion, alors que le manque de logement contribue à complexifier davantage la pénurie de main-d'œuvre dans certaines régions du Québec, les municipalités représentent un chaînon essentiel dans la mobilisation de tous les acteurs de la société.

L'effort collectif est essentiel et c'est en travaillant tous ensemble que nous parviendrons à relancer l'économie du Québec en logeant convenablement sa population!

Signataires

Sabaa Khan

Directrice générale, Québec/Atlantique
Fondation David Suzuki

Denis Bolduc

Secrétaire général
Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec

Christian Savard

Directeur général
Vivre en Ville

Sylvain Gariépy

Président
Ordre des urbanistes du Québec

Karl Blackburn

Président et chef de la direction
Conseil du patronat du Québec

Béatrice Alain

Directrice générale
Chantier de l'économie sociale

Denis Leclerc

Président et chef de la direction
Écotech Québec

Colleen Thorpe

Directrice générale
Équiterre

Alain Marcoux

Président
Association des groupes de ressources
techniques du Québec

Annie Chaloux

Professeure, École de politique appliquée
Université de Sherbrooke

Charles Milliard

Président-directeur général
Fédération des chambres de commerce du
Québec

Daniel Charron

Vice-président, Engagement sociétal et affaires
publiques
Fondation

Martin Vaillancourt

Directeur général
Regroupement national des conseils régionaux
de l'environnement du Québec

Daniel Baril

Président
Coalition des organismes communautaires
pour le développement de la main-d'oeuvre

François Delorme

Économiste et chargé de cours en économie de
l'environnement, École de gestion
Université de Sherbrooke

Mia Homsy

Présidente-directrice générale
Institut du Québec

Leïla Copti

Présidente
COPTICOM, Stratégies et Relations publiques